

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 3 septembre 2025

DATE DE PUBLICATION : 10 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le neuf septembre, à 18 h 00, les membres du Conseil municipal se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI – Mme BRANDON – M. KHALID – M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI – Mme SOW – Mme HENRY – M. OREN – M. RENOUF – M. JOLIVET – M. FAURE – Mme LOISEAU – M. BALABAN

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- Mme PHESOR à M. BARAY
- M. BA à M. KHALID
- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme PATUREAU à Mme HEUGUES
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme PASCAUD
- MGEUDJ à M. FAURE

EXCUSÉS :

- Mme CAYOUX
- M. TAVARES
- M. CHRISTODOULOU
- Mme LAMA
- Mme PERIERS
- M. CELIK
- Mme PRIEUX

ABSENTS :

- Mme RASAMOELY

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme SOW

OBJET :
Installation d'un nouveau conseiller municipal

CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 9 septembre 2025

OBJET :
Installation d'un nouveau conseiller municipal

Directeur de secteur : P. TRATNJEK

Service : Affaires générales et juridiques

Affaire suivie par : C. HERMELINE

M. le Maire : Suite à la démission le 11 juin 2025 de Mme Virginie DURAND, élue de la liste « Un Nouvel Elan pour Chalette », il convient de procéder à l'installation d'un nouveau conseiller municipal.

Conformément à l'article L. 270 du Code électoral, il y a lieu de compléter l'assemblée délibérante par le candidat venant immédiatement derrière le dernier élu de la liste concernée.

Il s'agit de M. Mohammed CELIK, que je déclare donc officiellement installé dans ses fonctions.

CETTE DELIBERATION NE DONNE PAS LIEU A VOTE.

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,



Le Maire,

Franck DEMAUMONT.